



Programme conjoint FIDA/Fonds belge de survie
25 années de collaboration



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté



Intérêts mutuels, atouts différents

Le FBS et le FIDA possèdent chacun des compétences spécifiques mais qui, conjuguées, créent une synergie unique et viennent ajouter de la valeur à nos projets conjoints. Pendant plus de 25 ans, cette formule s'est révélée fructueuse.

Le FBS accorde des dons afin de prendre en charge des besoins essentiels comme la santé et la nutrition des familles. Les dons octroyés par le FBS peuvent permettre de financer un nouveau puits villageois ou de construire et d'équiper un centre de soins. Des enfants robustes et sains grandissent pour devenir des adultes robustes et sains en mesure de participer à d'autres projets financés par des prêts du FIDA, et d'en tirer parti. Ces projets aident les populations à accroître leur production alimentaire, à augmenter leurs revenus, à améliorer le niveau moyen d'instruction, à garantir leurs droits à la terre, à l'eau et aux autres ressources naturelles, et à renforcer leur pouvoir s'agissant de modeler les décisions et les politiques qui ont une incidence sur leur vie.

Nos projets communs:

- offrent des technologies améliorées qui stimulent les rendements – qu'il s'agisse de cultures, de production laitière ou d'élevage
- renforcent l'accès aux marchés afin que les agriculteurs puissent tirer de leur dur labeur des revenus plus élevés et plus sûrs
- appuient des services financiers susceptibles d'aider les populations pauvres à épargner ou à obtenir un prêt afin de monter une petite entreprise
- offrent éducation et formation afin d'encourager les agriculteurs à élargir leurs activités génératrices de revenus
- aident les femmes à acquérir de nouvelles compétences afin qu'elles puissent accroître leurs revenus
- renforcent le pouvoir d'action des communautés afin que celles-ci puissent développer et consolider leurs organisations et se faire davantage entendre et, partant, influencer les institutions et les politiques, y compris les lois et les réglementations en rapport avec la pauvreté rurale
- aident les communautés à se reconstruire après les ravages causés par le VIH/sida, les catastrophes naturelles et les conflits armés.

Un partenariat solide

Le **Fonds belge de survie (FBS)** a été créé en 1983 à l'initiative du Parlement belge, en réponse aux sécheresses et aux famines qui ont provoqué plus de un million de morts en Afrique de l'Est. Le FBS octroie des dons destinés à financer des projets de développement rural accordant la priorité à la sécurité alimentaire et à la nutrition dans certains des pays les plus pauvres d'Afrique, aidant ainsi les populations vivant dans l'extrême pauvreté à devenir plus fortes et plus productives et à réduire le risque de famine.

Le **Fonds international de développement agricole (FIDA)**, organisme spécialisé des Nations Unies créé en 1977 en tant qu'institution financière internationale, est l'un des principaux aboutissements de la Conférence mondiale de l'alimentation de 1974. Il se consacre à l'éradication de la pauvreté et de la faim dans les zones rurales des pays en développement. À travers l'octroi de prêts à faible taux d'intérêt et de dons, il élabore et finance des programmes et projets visant à permettre aux populations rurales pauvres de se libérer de la pauvreté.

Le **Programme conjoint FIDA/FBS** a été établi en 1983 à la recherche d'un objectif commun: aider les populations pauvres des zones rurales à se libérer de la pauvreté. Depuis lors, le FBS et le FIDA ont conçu et financé 57 projets dans 16 pays d'Afrique, pour un montant total de plus de 200 millions d'USD.

Par ailleurs, le FBS et le FIDA mettent à profit les connaissances d'organisations non gouvernementales et d'organisations à assise communautaire, telles que les coopératives locales d'agriculteurs et les groupements féminins et confessionnels, qui jouent un rôle fondamental dans la plupart des projets. Ils connaissent les réalités locales et ont établi une relation de confiance née d'une collaboration étroite avec les membres de la communauté.



Travailler avec les populations les plus vulnérables

Le Programme conjoint est actif dans les pays les plus défavorisés d'Afrique, notamment dans les régions où l'insécurité alimentaire et la malnutrition sont fortes.

La sélection d'un pays ou d'une région s'opère sur la base des critères suivants:

- son indicateur du développement humain – qui mesure l'espérance de vie, l'alphabétisme, le niveau d'instruction et le PIB par habitant
- sa situation éventuelle de sortie de conflit ou de crise
- l'ampleur de l'aide extérieure pour le développement dont il bénéficie
- la bonne gouvernance au cours des 10 années antérieures.

Le district de Moma, au Mozambique, est une région d'intervention du Programme conjoint. Il compte 52 000 habitants, mais un seul hôpital, insuffisamment équipé, et deux médecins. Les médicaments contre le paludisme, la diarrhée, le VIH/sida et autres maladies sont rarement disponibles. Moins de 1% de la population dispose d'installations sanitaires et plus de 50% n'ont pas accès à l'eau potable. Quarante pour cent seulement des enfants vont à l'école primaire et le coefficient enseignant-élève est de 1:120. Aucun autre donateur n'intervient dans le district.

L'approche multisectorielle ajoute de la valeur

Une étude récemment menée au Kenya, au Mali et au Mozambique par l'Université catholique de Louvain (Belgique) pour le compte du Programme conjoint montre – sur le plan tant qualitatif que quantitatif – combien un appui conjugué en faveur du secteur social et du secteur économique parvient à accroître la synergie et ajoute de la valeur pour ces secteurs.

Lorsque les membres des ménages ont accès à de meilleurs soins de santé, ils se sentent plus capables, plus protégés et

plus confiants, et sont donc plus désireux de rechercher et d'adopter l'innovation. Cela stimule leur capacité à devenir plus productifs, d'où un accroissement des revenus.

Plus de 20% des femmes qui bénéficient d'un accès amélioré à l'eau peuvent consacrer au moins une demi-heure de plus par jour à des activités telles que les initiatives économiques, les soins aux enfants et l'épanouissement personnel. Dans les zones où l'amélioration de l'accès à l'eau d'irrigation va de pair avec des services de formation et de vulgarisation appropriés, les effets positifs sur la productivité, la réduction de la pauvreté, la sécurité alimentaire et la nutrition sont notables.

Les investissements dans le domaine de l'éducation – la formation, le renforcement des capacités au sein des comités scolaires et des administrations locales, et la création ou l'amélioration des infrastructures – ont des répercussions positives sur la performance économique. Ces investissements incitent les populations à participer davantage aux réseaux, à améliorer la gestion au niveau du ménage, de l'entreprise et de l'exploitation, et à être novatrices s'agissant de l'accès aux informations et aux marchés. Les populations sont mieux sensibilisées aux problèmes de santé, d'hygiène, de nutrition et de sécurité alimentaire. Les femmes alphabétisées jouent un rôle nettement plus actif pour la réduction de la pauvreté et la mise en place de mesures sanitaires préventives au sein du ménage.

Cette démarche multisectorielle favorise la stabilisation de la migration. De nouvelles possibilités dans le domaine de l'agriculture, associées à un meilleur accès aux infrastructures sociales et commerciales, permettent aux jeunes de rester plus près de chez eux, tant que la terre et l'eau sont disponibles et qu'il existe des possibilités de commerce, d'apport de liquidités et d'établissement de contacts.

L'étude a montré que les composantes sociales du Programme conjoint parviennent à améliorer le bien-être des populations très pauvres. Lorsque ces composantes sont conjuguées à des interventions agricoles appropriées, le nombre de ménages pauvres qui participent à des activités du secteur économique augmente de 13%.



Les enjeux de demain

De ces 25 années d'expérience de terrain, le Programme conjoint a tiré de précieux enseignements qui pourraient être appliqués au cours des années à venir.

Nous sommes conscients que l'appui au secteur social est un point d'entrée incontournable. Il multiplie les chances de succès des activités économiques, en particulier pour les ménages les plus vulnérables. Notre objectif est de promouvoir des mécanismes et stratégies spécifiques de ciblage des ménages afin de garantir la prise en compte des populations très pauvres. Nous continuerons à collaborer avec les gouvernements, au niveau local, régional et national, en vue de promouvoir des politiques susceptibles d'améliorer l'existence des populations.

Vu l'incidence croissante du changement climatique, de la fluctuation des prix des produits alimentaires et de l'amenuisement des ressources naturelles sur la pauvreté et la sécurité alimentaire en Afrique, la conception de nos projets doit conserver la souplesse nécessaire pour s'adapter à ces évolutions.

Garantir la pérennité des infrastructures et services sociaux est essentiel pour la durabilité des projets. Cependant, la capacité des comités, des communautés et des gouvernements, au niveau local, à prendre en charge les dépenses récurrentes, la dotation en personnel et la gestion des projets est parfois surestimée. En conséquence, le Programme conjoint intensifiera les activités de formation et d'assistance professionnelle de manière à ce que les communautés soient en mesure d'entretenir les équipements et les services, et d'épauler les dynamiques en faveur des pauvres créées par les interventions dans le secteur social.

Mettant à profit ses succès passés, le Programme conjoint cherche aussi d'autres donateurs afin de nous aider à mettre en place un mécanisme élargi qui appuierait de futurs projets destinés aux populations rurales pauvres des pays les plus démunis d'Afrique, d'Asie, et d'Amérique latine et des Caraïbes.

Pays où nous sommes actifs

